



Finances fédérales en 2023 : contre les chiffres rouges, faire des priorités

Après avoir traversé la crise du Covid sans trop de dommages, le budget ordinaire de la Confédération sera soumis à une forte pression au cours des prochaines années. La faute n'en revient pas à la pandémie ou à d'autres circonstances extérieures. Les difficultés sont faites « maison ». Les projets d'extension décidés en permanence par le Parlement dépassent de loin les recettes de la Confédération. Pour ne pas aggraver la situation, il faut la plus grande discipline en matière de politique financière et une discussion sur la priorisation des dépenses.

Le frein à l'endettement est ancré dans la Constitution. Il exige que les recettes et les dépenses soient maintenues en équilibre. Cette exigence sera respectée pour le budget 2023, mais pas dans les années suivantes du plan financier. Selon les prévisions actuelles, des déficits non autorisés par le frein à l'endettement apparaîtront à partir de 2024. A partir de 2025, il manquera déjà plus de trois milliards de francs par an.

En l'absence de financement ou de compensation, il faut renoncer à de nouvelles dépenses

L'augmentation des dépenses est tirée par le développement de l'armée, par des milliards de réductions de primes maladie supplémentaires, par des subventions pour des mesures énergétiques, climatiques et environnementales ainsi que par des dépenses supplémentaires pour les crèches et les transports publics. Dans son dernier rapport, le Conseil fédéral a demandé au Parlement de fixer des

priorités le plus rapidement possible. Principale recommandation : il faut renoncer à toute nouvelle dépense qui ne soit pas compensée ailleurs. Ainsi, la situation ne devrait pas s'aggraver. Mais au vu de l'évolution budgétaire, il est clair que d'autres ajustements sont nécessaires.

Le développement actuel expansif en matière de dépenses montre à quel point le frein à l'endettement est important et juste. Il appelle à la discipline budgétaire et exige que des priorités soient fixées. Ces deux éléments sont nécessaires aujourd'hui pour que les finances fédérales retrouvent la stabilité nécessaire.

Pour en savoir plus, consultez notre nouveau [dossier politique](#) sur la situation des finances fédérales en 2023 et les défis de la politique financière à partir de 2024.